

Avenant n° 3 du 4 décembre 2024
à l'accord du 22 novembre 2021
relatif aux régimes de frais de santé de prévoyance

NOR : ASET2550194M

IDCC : 1316

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

HEXOPÉE ;

FFTV,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

SNEPAT FO ;

CFDT services ;

CFE-CGC santé social,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant a pour objet le maintien du taux d'appel appliqué sur les taux de cotisations contractuels prévus pour les garanties « Prévoyance » fixées à l'article 5.5 de l'accord du 22 novembre 2021.

Cette réévaluation a été décidée par les partenaires sociaux de la branche afin d'opérer une rétrocession légitime en direction des assurés du régime, tout en assurant un équilibre financier durable au régime de prévoyance géré par les institutions recommandées par ce même accord.

Le présent avenant annule et remplace donc les dispositions ayant le même objet issues de l'accord du 22 novembre 2021, et notamment de son avenant n° 2 du 8 novembre 2023.

Article 1^{er} | Champ d'application

Le présent avenant s'applique à l'ensemble des structures entrant dans le champ d'application de la convention collective du tourisme social et familial (IDCC 1316).

Article 2 | Taux d'appel des cotisations du régime en prévoyance

L'article 5.5 « Taux et répartition des cotisations » de l'accord du 22 novembre 2021 est révisé comme suit afin de prolonger le taux d'appel des cotisations plus favorable :

« L'employeur participe à hauteur de 60 % des cotisations mises en place à titre obligatoire dans l'entreprise ; le salarié à hauteur de 40 % des mêmes cotisations pour les non-cadres.

Les partenaires sociaux précisent que les salariés cadres bénéficient d'une participation employeur de 96 % sur la tranche de rémunération inférieure au plafond fixé pour les cotisations de sécurité sociale, et non pas de 60 %, dans l'objectif de respecter les dispositions légales applicables

Les taux de cotisations contractuels sont détaillés ci-dessous :

Pour les non-cadres :

GARANTIES	COTISATIONS CONTRACTUELLES	
	Tranche 1	Tranche 2 dans la limite de 4 PASS
Décès (ou IAD) toutes causes	0,31 %	0,31 %
Frais d'obsèques		
Double effet		
Rente d'éducation	0,18 %	0,18 %
Rente de conjoint		
Garantie handicap	0,03 %	0,03 %
Incapacité temporaire	0,60 %	0,60 %
Invalidité permanente	1,03 %	1,03 %
TOTAL	2,15 %	2,15 %

Pour les cadres :

GARANTIES	COTISATIONS CONTRACTUELLES	
	Tranche 1	Tranche 2 dans la limite de 4 PASS
Décès (ou IAD) toutes causes	0,94 %	0,92 %
Frais d'obsèques		
Double effet		
Rente d'éducation	0,18 %	0,18 %
Rente de conjoint		
Garantie handicap	0,03 %	0,03 %
Incapacité temporaire	0,42 %	1,25 %
Invalidité permanente	0,83 %	2,00 %
TOTAL	2,40 %	4,38 %

(Voir page suivante.)

Entre le 1^{er} janvier 2025 et le 31 décembre 2025 les taux de cotisations contractuels sont appelés à hauteur de 90 %. Les taux de cotisations appelés sur cette période sont les suivants :

Pour les non-cadres :

GARANTIES	COTISATIONS CONTRACTUELLES	
	Tranche 1	Tranche 2 dans la limite de 4 PASS
Décès (ou IAD) toutes causes	0,28%	0,28%
Frais d'obsèques		
Double effet		
Rente d'éducation	0,16%	0,16%
Rente de conjoint		
Garantie handicap	0,03%	0,03%
Incapacité temporaire	0,54%	0,54%
Invalidité permanente	0,93%	0,93%
TOTAL	1,94%	1,94%

Pour les cadres :

GARANTIES	COTISATIONS CONTRACTUELLES	
	Tranche 1	Tranche 2 dans la limite de 4 PASS
Décès (ou IAD) toutes causes	0,84%	0,82%
Frais d'obsèques		
Double effet		
Rente d'éducation	0,16%	0,16%
Rente de conjoint		
Garantie handicap	0,03%	0,03%
Incapacité temporaire	0,38%	1,13%
Invalidité permanente	0,75%	1,80%
TOTAL	2,16%	3,94%

(1) Les tranches de rémunération 1 et 2 sont définies comme suit :

- tranche 1 ou T1 : tranche de salaire limitée au plafond annuel de la Sécurité sociale ;
- tranche 2 ou T2 :

o pour les salariés cadres et non-cadres : tranche de salaire comprise entre une fois et quatre fois le plafond

La participation de l'employeur doit respecter les dispositions de l'article 7 de la convention collective nationale du 14 mars 1947 telles que reprises dans l'ANI du 17 novembre 2017 pour les salariés cadres relevant des articles 2.1 et 2.2 de cet accord, et intégrer le financement du maintien des garanties au titre du dispositif de portabilité. »

Article 3 | Dispositions relatives aux entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de sa nature et de son objet le présent avenant ne nécessite pas de dispositions particulières pour les entreprises de moins de 50 salariés, il s'applique à l'ensemble des entreprises de la branche.

Article 4 | *Entrée en vigueur et dispositions diverses*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée, il entre en vigueur 1^{er} janvier 2025.

Il pourra être révisé ou dénoncé conformément aux dispositions légales.

Fait à Paris, le 4 décembre 2024.

(Suivent les signatures.)